

**UN LIVRE BLANC SUR LA PERSPECTIVE
D'UN ESPACE ECONOMIQUE EUROPÉEN
COMMUN ENTRE L'UNION EUROPÉENNE
ET LA RUSSIE**

PAR

IVAN SAMSON (*)

ET

XAVIER GREFFE (**)

Le Centre russo-européen pour la politique économique RECEP (Russian-European Centre for Economic Policy) a été mis en place par l'Union européenne en 1995 pour conseiller les agences russes engagées dans la politique économique. De 2000 à 2002, sous la direction de l'Université Pierre Mendès-France de Grenoble, le RECEP a consacré une part importante de ses capacités de recherche à l'étude des différents aspects de l'ouverture économique de la Russie et à la définition du concept d'Espace Economique Européen Commun (EEEC). Plus de 40 articles de recherche ont été rédigés par des économistes russes et européens à cet effet et un Livre blanc sur ce sujet a été publié fin 2002. Ce document, en tant que produit d'un groupe de réflexion indépendant, sert au dialogue entre l'Union européenne (UE) et la Russie sur ces questions. Cet article présente les principales conclusions de ce Livre blanc.

En 1999, l'Union européenne a publié une Stratégie commune sur la Russie, qui réaffirmait son engagement pour arriver à un accord de libre-échange et introduisait l'idée d'un Espace Economique Commun sans préciser le contenu de ce terme. L'Union européenne a proposé une « *convergence progressive de la législation et des standards entre la Russie et l'Union, en accord avec l'APC* (1), [qui] *facilitera la création d'un espace économique commun* ». Le Livre blanc du RECEP montre que l'EEEC peut constituer un important levier pour une croissance durable de la Russie et qu'il s'agit d'un accord bien plus sophistiqué qu'un traditionnel accord de libre-échange ou d'union douanière ou qu'une simple acceptation des « acquis communau-

(*) Maître de conférences en Sciences économiques à l'Université Pierre Mendès-France (Grenoble), où il dirige le Groupe Transition et Développement dans le PEPSE (Institut Espace Europe).

(**) Ancien recteur et professeur en Sciences économiques à l'Université Paris I – Panthéon-Sorbonne, où il est responsable du troisième cycle et du service des thèses en économie.

(1) APC ou Accord de Partenariat et de Coopération, signé en 1994 entre l'UE et la Russie.

taires » de l'UE. L'EEEC est à la fois un objectif final et un mécanisme économique.

Les objectifs ultimes de cet espace sont : la mise en place des quatre libertés fondamentales pour les biens, les services, les capitaux et les personnes; un échange intensif de savoir-faire et de capitaux par les IDE (investissements directs étrangers); le fort soutien aux politiques de modernisation. Il apparaît que l'importance et la spécificité de la Russie rendent toute référence à des expériences passées inadéquate; par ailleurs, la réussite de l'EEEC pourrait contribuer au développement économique et social de tous les Européens.

L'EEEC en tant que mécanisme économique vise à modifier la trajectoire de croissance et la trajectoire des réformes en Russie. Cet accord doit d'abord être considéré comme un « sentier de co-développement » dont le contenu effectif va se définir progressivement. Ce mécanisme économique permettrait à la Russie d'entrer dans un « cycle de croissance vertueuse » qui pourrait être durable. Cette issue dépendra du développement d'interactions positives entre l'essor de la libéralisation commerciale (la faible échelle du marché intérieur russe rend le marché de l'UE vital pour la modernisation de son économie), les flux d'investissements et de savoir-faire et les ajustements institutionnels. L'absence de parallèle entre ces trois piliers essentiels entraînerait en revanche une réorganisation inefficace et pourrait même générer des tensions. Le mécanisme économique de l'EEEC doit organiser l'ensemble du processus d'ouverture de l'économie russe, à commencer par l'adhésion à l'OMC. En engageant sa procédure d'adhésion, la Russie a fait le choix essentiel d'une « grande ouverture ». La nature des négociations sur les droits consolidés, qui seront progressivement réduits, permettra sans doute à la Russie de bénéficier d'un délai de 6 à 8 ans afin de mettre en place les ajustements requis. Ce délai n'est pas long. Le soutien de l'UE est ainsi essentiel pour l'adhésion russe à l'OMC et le développement d'un partenariat actif à l'intérieur de l'EEEC pour la modernisation de la production en Russie sera nécessaire au succès de cette adhésion.

Ce sentier de co-développement est mutuellement avantageux pour l'Union européenne et la Russie, qui représentent les deux forces principales du continent européen. Il permettra à la Russie de diversifier un système économique principalement basé sur l'exploitation de ressources naturelles et exposé en permanence au syndrome hollandais, ainsi que d'organiser une économie compétitive diversifiée reposant sur les investissements nécessaires. Pour l'Union européenne, la Russie est un partenaire commercial majeur en termes absolus; le projet d'EEEC représente l'occasion de capitaliser les forces de l'Union européenne grâce à l'obtention de complémentarités accrues. Il serait ainsi pertinent de définir le principal objectif de l'EEEC comme étant celui d'une croissance durable pour tous les citoyens européens. Même si les niveaux de développement de la Russie et de l'UE

différent, ces dernières ont entre leurs mains tous les ingrédients du succès à une époque où la globalisation et l'économie de la connaissance sont les principales sources du développement. La création de l'EEEC permettra d'accroître la prospérité, la stabilité et la sécurité des deux parties.

Au-delà du simple enjeu de la création d'une zone de libre-échange, l'EEEC implique une transformation du modèle de développement en Russie : en effet, en dépit des bonnes performances de l'économie russe après 1998, de la dévaluation du rouble et de la hausse des prix mondiaux de l'énergie, le pays rencontre des difficultés pour transformer son surplus économique en une base de développement durable. Depuis 1999, la santé macroéconomique de la Russie repose sur les exportations : l'accroissement de l'excédent commercial depuis 1998 a été 2-2,5 fois supérieur à celui du PIB, lequel a augmenté de plus de 20 % au cours des trois dernières années. L'excédent commercial dépasse les 60 milliards de dollars et le solde net est de 40 milliards de dollars. Grâce à cette situation, l'excédent budgétaire est proche de 5 % du PIB et la dette a été réduite de 2,7 milliards de dollars. Cependant, comme deux tiers des exportations russes sont constitués de biens primaires, la croissance russe reste dépendante de l'évolution des prix du marché mondial. L'absence d'une augmentation significative des importations de machines et d'équipements peut aussi être considérée comme préoccupante : le taux d'investissement global relativement au PIB demeure faible, à environ 15-16 % sur les cinq dernières années, ce qui est bien inférieur au taux estimé nécessaire pour le décollage économique dans les économies émergentes (entre 25 % et 35 % dans une perspective de moyen terme) et même aux taux d'investissement dans les pays développés de l'Union européenne. Or, l'hypothèse d'une croissance tirée par les exportations n'est pas convaincante et rien n'indique qu'une telle croissance, qui a bénéficié de la dévaluation de 1998, soit durable. Cela est confirmé par le solde des finances publiques, qui reste hautement volatil. La situation reste donc encore très éloignée d'un boom économique basé sur des hausses de productivité multisectorielles et sur une forte activité d'investissement. Il est ainsi correct de dire que la Russie demeure principalement une économie rentière, ainsi qu'une victime du syndrome hollandais.

La situation de l'économie russe est donc plus fragile qu'une lecture superficielle des indicateurs macroéconomique ne pourrait le suggérer. Deux questions doivent être prises en compte si l'on veut clarifier les défis que doit relever l'économie russe : d'abord, est-ce que cette économie peut continuer à ne s'appuyer que sur ses matières premières ou bien ne doit-elle pas considérer la situation nouvelle créée par l'économie de la connaissance et la spécialisation industrielle flexible ? Ensuite, est-ce que l'investissement direct étranger est en mesure de favoriser un croissance durable en stimulant les faibles taux d'investissement actuels ? Il semble que l'UE comme la Russie bénéficieraient de l'intégration dans un nouveau type d'espace éco-

nomique, dans lequel un partenariat productif pourrait mobiliser leurs ressources respectives dans leur intérêt commun. L'enjeu ne concerne pas seulement les flux commerciaux, mais aussi les flux de capitaux et de savoir-faire. De plus, les stratégies dynamiques sous-tendant la mise en place de l'EEEC doivent prendre en compte les nouveaux paradigmes productifs au niveau mondial, notamment en matière de normes environnementales et d'économie de la connaissance. L'orientation vers l'économie de la connaissance est tout à fait conforme aux dotations de la Russie en capital humain. Cela signifie que des thèmes comme les droits de propriété intellectuelle, la production favorable à l'environnement ou le développement des PME doivent être à l'ordre du jour.

DÉMONSTRATION ECONOMÉTRIQUE DE LA PERTINENCE D'UN EEEC

La simulation économétrique montre que la meilleure formule pour l'EEEC consisterait en des mesures de libre-échange complétées par de fortes politiques de modernisation, grâce à des flux intensifs d'IDE et de savoir-faire. Les estimations mettent en évidence l'intérêt économique pour la Russie d'une telle formule, qui conduirait au taux de croissance du PIB le plus élevé, à une forte expansion des importations et des exportations, à une hausse de la part des produits manufacturés dans les exportations et à une amélioration du bien-être en Russie. Deux recherches statistiques conduites au sein du RECEP permettent de démontrer la pertinence de l'EEEC.

Dans le premier volet de la recherche, nous montrons quels pourraient être les effets de l'EEEC sur l'économie russe après l'élargissement de l'Union européenne. En utilisant le modèle GTAP, nous avons commencé par étudier les effets, sur l'ancienne Union soviétique, en 1999, de l'élargissement de l'UE aux 7 pays d'Europe centrale et orientale, sans (S1) et avec (S2) un effet d'intégration à l'intérieur de l'UE élargie (2). Deux concepts alternatifs de l'EEEC ont été estimés : dans le premier concept, l'EEEC est seulement une zone de libre-échange (S3) et dans le second concept, l'EEEC est à la fois une zone de libre-échange et une zone de gains de productivité dus aux IDE et aux efforts de modernisation (S4). Le résultat montre que ce dernier cas représente la meilleure solution possible pour la Russie, tandis qu'une simple zone de libre-échange ne génère que des gains réduits. Les résultats sont très significatifs et donnent une indication claire sur le contenu requis par l'EEEC afin qu'il devienne un vrai levier de développement pour la Russie.

(2) L'effet d'intégration est stimulé par une forte augmentation de la substituabilité entre les produits nationaux et importés (élasticité d'Armington).

Nature de la simulation	Variation du PIB de l'ancienne URSS
S1 : Elargissement de l'UE aux PECO7	=
S2 : Elargissement de l'UE aux 7 PECO avec intégration	+
S3 : EEEEC avec l'UE25 comme zone de libre-échange	+
S4 : EEEEC avec l'UE25 comme zone de libre-échange et d'IDE	+ + + + +

	<i>Effet de bien-être*</i>	<i>Importations</i>	<i>Exportations</i>	<i>Termes de l'échange**</i>
<i>S1</i>	- 157	- 0.25	- 0.14	- 0.09
<i>S2</i>	+ 758	+ 0.79	+ 0.27	+ 0.45
<i>S3</i>	- 268	+ 8.54	+ 6.09	- 0.38
<i>S4</i>	+ 6416	+ 10.23	+ 5.22	- 0.19

* Variation en million de dollars (1997)

** Indice de termes de l'échange : indice des prix à l'exportation/indice des prix à l'importation. Une hausse signifie que les prix à l'exportation augmentent plus vite que les prix à l'importation. Ces variations proviennent des changements tarifaires et des modifications ultérieures des prix relatifs.

Dans le second calcul, nous cherchons à déterminer si les flux commerciaux entre la Russie et les autres pays de la CEI et d'Europe se développent dans la bonne direction (3). Normalement, selon la théorie gravitationnelle des échanges, les niveaux du commerce devraient refléter les rapports entre la taille des économies des partenaires commerciaux, en prenant en compte l'effet de la distance. Si les flux réels ne concordent pas avec les échanges anticipés par le modèle, cela peut probablement s'expliquer par une distorsion du commerce du fait de mesures administratives conduisant à des pertes de bien-être. Nous avons utilisé la méthodologie de l'équation de gravitation qui montre que la création de l'EEEC devrait entraîner une réduction par 6 du commerce entre la Russie et la CEI et une augmentation par 4 du commerce entre la Russie et les pays de l'UE. La modélisation macroéconomique met en évidence l'existence d'un fort potentiel de développement du commerce dans l'EEEC. Les mesures de gravitation montrent que le commerce mutuel entre l'UE et la Russie pourrait être multiplié plusieurs fois. La réalisation de ce potentiel ne nuit pas fondamentalement au commerce entre la Russie et d'autres pays de la CEI, lequel est de toute façon plus élevé qu'il n'est économiquement justifié.

Dans une seconde étape, nous avons ajouté des variables additionnelles aux équations de gravitation : un effet de commerce supplémentaire estimé à 80 % d'augmentation a été mis en évidence; il serait principalement dû au déclin du marché noir et à l'amélioration de la protection des droits de propriété. Ainsi, plus que tout, les institutions contribuent à orienter le

(3) O. KOUKHARTCHOUK/M. MAUREL, « Institutions and Trade in Transition Economies », *RECEP working paper*, Moscou, 2002.

commerce dans la direction souhaitée : une libéralisation accrue attire les partenaires extérieurs et stimule les flux bilatéraux de commerce. Par ailleurs, une limitation des restrictions législatives sur la propriété étrangère des activités et de la terre et sur le rapatriement des profits permettrait un accroissement des volumes commerciaux. Le commerce apparaît en outre comme étant positivement et significativement influencé par l'existence d'un système financier et bancaire capable de financer efficacement les activités commerciales. Une plus grande flexibilité des prix et des salaires stimulerait également le commerce bilatéral, de même qu'une meilleure protection des droits de propriété. Enfin, il apparaît logiquement que l'extension du marché noir réduit le niveau du commerce officiel.

LE DÉFI DU CHANGEMENT INSTITUTIONNEL

Les institutions comptent dans le développement économique ; les changements de l'environnement institutionnel sont à la fois une condition et une conséquence de l'EEEC. La théorie économique récente présente les institutions comme les « règles du jeu » reconnues des agents économiques. Pourtant, elles ne peuvent être réduites à un ensemble de lois parce qu'elles incluent également l'application des lois et parce qu'elles existent seulement si elles concourent à influencer positivement les comportements économiques.

L'« acquis communautaire » de l'UE devrait être envisagé comme un levier pour la croissance et la modernisation de la Russie, à tous les stades du processus. Cependant, les différences dans la nature et le niveau de développement des deux parties font que les comparaisons avec d'autres expériences européennes passées d'association ou même d'élargissement doivent rester très prudentes. Les acquis peuvent proposer à la Russie plusieurs solutions pour construire des institutions de marché modernes, mais il faut distinguer entre les « acquis » qui sont nécessaires à la croissance dans un environnement de marché et ceux qui sont plus liés au processus d'élargissement de l'UE. La priorité devrait bien sûr être donnée aux premiers, quel que soit l'agenda global de l'EEEC. Comme le montre le Livre blanc, les mesures les plus pertinentes sont celles qui sont à même d'améliorer le climat d'investissement et de conduire à un environnement favorable au commerce, particulièrement pour les PME.

L'EEEC requiert l'adoption, par la Russie, des « acquis » sur deux points principaux, cruciaux pour la transparence et l'efficacité des marchés : la « loi sur les sociétés » (chapitre 5) et la « politique de la concurrence » (chapitre 6) (4). Ce sont les deux éléments les plus importants pour améliorer le climat d'investissement en Russie. Suivant les effets de retombées sur

(4) Ivan SAMSON, « Establishment of a Common European Economic Area as a factor of Russia's sustainable growth », *European Review of Economics and Finance*, n° 3, Lisbonne, 2002.

l'EEEC, d'autres convergences de lois, notamment au niveau fiscal (chapitre 10), ou des lois sur l'agriculture (chapitre 7), l'environnement (chapitre 22) et la protection du consommateur (chapitre 23) accroîtraient les avantages du marché unique. Un autre volet important de l'EEEC est la mise en place d'un marché unique garantissant les quatre libertés de circulation fondamentales (biens, personnes, services et capitaux). Ce volet implique l'adoption, au niveau des relations UE-Russie, des dispositions contenues dans les quatre premiers chapitres des acquis. Cependant, l'adoption de l'acquis ne doit pas seulement être conçue comme un processus légal formel : la question centrale est d'assurer la mise en place de ces lois et de fournir l'administration nécessaire pour suivre et contrôler ce processus. Le bon fonctionnement de l'EEEC est ainsi lié à l'amélioration du fédéralisme économique en Russie et requiert une réforme ou un changement radical dans le fonctionnement, et même dans les structures, de l'administration étatique.

Les institutions sont ainsi essentielles pour l'association progressive de la Russie avec l'UE *via* l'EEEC, car elles permettront de transformer les potentialités de cet espace en bénéfiques. Outre l'approche par l'équation de gravitation, d'autres travaux statistiques ont démontré l'importance du contexte institutionnel pour le taux de croissance. Nous avons ainsi utilisé la théorie de la convergence pour expérimenter et spécifier différentes trajectoires de croissance au niveau des économies développées et en transition, avec la construction de deux indices pour résumer les différences (5) :

- un indice qui reflète le climat d'investissement dans un pays, qui utilise les indicateurs de politique monétaire et fiscale (les données sur la politique fiscale sont basées sur le risque de déficit public et sur la gestion de la dette brute; les données sur la politique monétaires sont basées sur l'indice des prix à la consommation, le taux d'intérêt et les fluctuations du taux de change) : dans un sens, cet indice peut être considéré comme exerçant la fonction des critères de Maastricht.
- un indice qui reflète l'environnement institutionnel et législatif de l'économie : la logique sous-jacente de cet indicateur est que le développement économique est d'autant moins important que la législation est compliquée, qu'il existe de nombreux pré-requis pour entrer sur le marché et que la bureaucratie et la corruption sont importantes. Dans ce sens, les facteurs législatifs peuvent attirer ou dissuader des investisseurs potentiels, accroître ou réduire l'investissement et, ainsi, affecter les taux de croissance économique. Les principaux paramètres utilisés pour calculer ce facteur sont : les autorisations nécessaires pour entrer dans une activité, la facilité d'obtention d'une licence d'activité, la corruption dans la bureaucratie, les lois sur le travail et les lois sur l'environnement, la sécurité du

(5) E. SHARIPOVA, « EU Enlargement, Financial Criteria and Growth : Importance of Institutional Environment », *RECEP working paper*, Moscou, 2002, 18 p.

consommateur et la santé du travailleur. Un autre point à prendre en compte est celui de l'existence ou non dans le pays d'agences de planification d'Etat susceptibles d'instaurer des limites de production et des quotas. Les résultats sont très nets et conformes aux prévisions. Tous les coefficients de régression ont les « bons » signes pour les variables usuelles des modèles de croissance : revenu initial, capital physique et humain, croissance de la force de travail.

De plus :

- l'indice du climat des affaires a une influence forte et positive sur la croissance ;
- le capital humain, qui a été largement accumulé dans les anciens pays socialistes, a un impact relativement plus élevé sur la croissance dans les pays en transition.

Les tests révèlent une dispersion substantielle entre pays en transition concernant la dynamique des indicateurs macroéconomiques de base (comparaisons entre pays et séries temporelles). Cependant, il apparaît qu'un pays qui remplit les critères financiers et qui a un plus faible niveau de restrictions économiques (ou un niveau plus élevé de libéralisation des marchés) devrait connaître une croissance supérieure aux autres pays. L'hypothèse d'une convergence conditionnelle est ainsi confirmée, ce qui signifie que les économies en transition sans tradition de marché ont davantage besoin d'institutions de marché appropriées pour développer une croissance durable.

L'acquis de la concurrence et l'aide de l'Etat

L'acquis de la concurrence doit être particulièrement distingué parmi les multiples ajustements institutionnels liés aux acquis communautaires pour les pays en transition. Cet acquis permet de développer un environnement compétitif en Russie, très similaire à celui de l'UE élargie. Même pour les investisseurs hors UE, les lois sur la concurrence de l'UE constitueraient un meilleur guide que toute régulation nationale, simplement parce que les lois de la concurrence européennes leur sont déjà familières. En revanche, des doutes relatifs à l'adoption de cet acquis viendraient contrecarrer tout effet positif. Toutefois, il est aussi évident que des lois sur la concurrence moins strictes peuvent être attractives pour certains investisseurs étrangers, tentés par une position monopolistique sur le marché russe, potentiellement important. Dans la même logique, les entreprises russes établies bénéficiant déjà de positions monopolistiques dans tel ou tel segment de l'économie ou dans certaines régions de la Russie peuvent être fermement opposées à l'introduction de « nouvelles règles du jeu » en matière de concurrence.

Beaucoup de restructurations doivent ainsi être réalisées pour accroître la qualité des produits, laquelle peut se révéler problématique dans un envi-

ronnement caractérisé par de faibles incitations entrepreneuriales et des coûts sociaux excessifs. La question des aides étatiques semble ainsi cruciale : de fait, tout pays restructurant son industrie crée un système d'aides et de subventions pour soutenir ces efforts. Les organisations internationales condamnent généralement ces interventions au nom du respect de la concurrence, mais l'État est réticent à les supprimer pour des raisons économiques et sociales. Le développement des liens entre la Russie, l'OMC et l'UE rend ce sujet particulièrement sensible.

Bien que les volumes relatifs de subventions gouvernementales soient bien supérieurs en Russie à ceux de l'UE, une étude du RECEP montre que l'aide de l'État semble décroître (6). Les pays de l'UE ont fait des progrès significatifs dans ce sens au milieu des années 1990, avec une réduction de l'aide de l'État de 61 %. En 2000, l'aide étatique russe au soutien de l'économie nationale s'est élevée à 18,7 % des dépenses budgétaires totales et fut allouée de façon presque égale entre les budgets fédéraux et régionaux. La plupart de l'aide fédérale va à l'industrie, l'énergie et la construction, tandis que la plupart de l'aide régionale est consacrée aux subventions au logement. La transition a entraîné une forte hausse des dépenses courantes et une réduction significative de l'investissement public. L'investissement gouvernemental a chuté de 20 % à 8 % du total des dépenses budgétaires en 1992-1998 en Russie.

L'un des enjeux pour la Russie est de reconsidérer cette aide afin qu'elle contribue dans le long terme à créer un bénéfice net et durable pour le pays. Cette conception de l'aide étatique est bien plus pertinente qu'une approche purement concurrentielle et nous pouvons nous référer ici au concept d'« acquis communautaire » comme chemin vers le développement durable.

Le Livre blanc détaille les ajustements institutionnels à mener en Russie. Trois d'entre eux doivent plus particulièrement être mis en avant, étant donné leur importance relative pour la consolidation de l'« acquis concurrentiel ».

Loi sur les sociétés et la « corporate governance »

Deux aspects doivent être distingués sur la question de la concurrence : le premier concerne le cadre institutionnel à travers lequel les entreprises organisent leurs activités (nouvelles structures industrielles, *etc.*); le second est celui de la gestion effective des firmes, une mauvaise gestion étant un facteur institutionnel bloquant les bénéfices attendus de l'EEEC. Deux importants éléments de la recherche du RECEP ont illustré ces deux aspects fondamentaux.

(6) V. ASHRAFIAN/E. SHARIPOVA, « State Aid : Rules, Dynamics and Perspectives; European Union and Russia experience », *RECEP working paper*, Moscou, 2002, 45 p.

L'une de ces recherches porte sur la question de l'adaptation de la loi sur les sociétés russes, en prenant l'exemple de l'UE comme référence (7). La législation russe existante contient de multiples mesures formelles, universellement acceptées, visant à protéger les droits des actionnaires. Bien qu'elle inclue plusieurs mécanismes empruntés à la législation anglo-saxonne, cette législation est proche des normes de l'UE. Cependant, la lettre de la loi est souvent contournée dans un processus permanent de redistribution de la propriété, de luttes pour le contrôle des flux financiers et des capitaux. Le rôle des mécanismes traditionnels « externes » de la gouvernance des entreprises (marché de titres, faillite, marché du contrôle des sociétés) est faible. En outre, les participations substantielles du gouvernement dans le capital en actions génèrent des problèmes de gestion et de contrôle. Les autorités régionales jouent souvent un rôle ambigu, mêlant les rôles de propriétaire, de dirigeant et de régulateur. L'application de la loi est parfois inefficace et/ou sélective (politisée).

Le problème central est donc de trouver un équilibre raisonnable entre le droit du conseil d'une société de prendre des décisions de gestion et le contrôle de son conseil par l'application de normes structurelles et autres normes légales imposant certaines responsabilités. Une discussion a été entamée sur les avantages et désavantages comparatifs de systèmes à un niveau ou à deux niveaux et sur l'influence et l'indépendance des membres du conseil. Cependant, en termes pratiques, la formulation légale d'un « modèle national » de gestion d'entreprise n'est pas envisageable à présent. La tâche principale pour l'État devrait être de faire le point sur la gouvernance des sociétés dans le contexte de la protection et des garanties de propriété et autres droits des investisseurs et actionnaires, ainsi que d'assurer un équilibre d'intérêts (de droits) entre tous les participants. La *corporate governance* apparaît comme une condition institutionnelle préalable essentielle de la croissance économique.

La Douma russe et le gouvernement sont actuellement en train d'examiner un projet de loi fédérale « *sur la réorganisation et la liquidation des organisations commerciales* ». Ses concepteurs ont mis en avant deux objectifs principaux – la transparence et des coûts plus faibles de réorganisation et de liquidation, ainsi qu'un équilibre entre les intérêts des propriétaires et des créiteurs.

Une mauvaise gestion des entreprises est un obstacle aux bénéfices attendus de l'EEEC et elle peut être considérée comme un facteur quasi institutionnel. Elle peut découler de plusieurs facteurs, notamment l'incompétence ou/et le manque d'incitation pour les dirigeants. Les solutions peuvent alors être de placer des dirigeants plus efficaces et/ou d'introduire les bonnes incitations. La recherche du RECEP a notamment porté sur le lien entre la

(7) A. RADYGIN/R. ENTOV, « Unification of Corporate Legislation : World Trends, EU Legislation and Russia's Outlook », *RECEP working paper*, Moscou, 2002, 82 p.

rotation du PDG et la performance des entreprises ; en voici les principales conclusions (8) :

- la rotation du PDG dans les firmes russes privatisées est faible : elle est plus élevée que dans les économies développées, mais pas nécessairement plus que dans d'autres pays en transition. Presque une décennie après le début de la transition, beaucoup de firmes privatisées (environ 30 %) étaient toujours dirigées par des dirigeants de l'époque soviétique ;
- le mécanisme de *corporate governance* est opérant dans la mesure où les dirigeants des entreprises peu performantes sont soumis à une forte probabilité de remplacement ;
- la propriété interne est un obstacle sérieux au remplacement des PDG : la détention de larges parts de propriété par les *managers* facilite leur ancrage et les salariés actionnaires sont facilement manipulés par les *managers* ;
- la propriété extérieure, *ceteris paribus*, s'accompagne de taux de rotation plus élevés, ce qui n'est pas surprenant ;
- la succession interne du PDG est plus fréquente dans les entreprises où l'Etat au niveau fédéral détient le plus de parts, tandis que la succession externe est plus fréquente dans les entreprises où les firmes russes non financières ou l'Etat au niveau régional détiennent le plus de parts : en effet, le gouvernement fédéral ne dispose pas toujours de l'information pertinente et ses liens avec le marché du travail des cadres locaux sont faibles ; au contraire des deux autres, il préfère donc les candidats internes, alors que les entreprises non financières et l'Etat au niveau régional ont de meilleures opportunités de trouver un manager extérieur.

Les droits de propriété intellectuelle

Les droits de propriété intellectuelle (DPI) attribuent le bénéfice d'une idée à ses créateurs, créant ainsi une incitation aux inventions et aux innovations. La protection des DPI doit donc être prioritaire au niveau des politiques de développement, dans le contexte d'une économie de la connaissance. Ce point est essentiel pour les pays dotés d'importantes ressources humaines qualifiées, comme la Russie. Or, le traitement des DPI en Russie est très spécifique et doit être modifié pour aider le pays à bénéficier de la nouvelle économie globale.

La tradition soviétique était de considérer que les DPI étaient une propriété de l'Etat. Cela ne dissuadait pas forcément les inventeurs, puisque la plupart recevaient des récompenses gouvernementales. Cependant, ce système est totalement incompatible avec une économie de marché. Même si de nouvelles mesures ont été adoptées en matière de DPI, plusieurs problèmes

(8) A. MURAYEV, « Turnover and succession of senior managers in Russian privatised firms », *Russian Economic Trends 2001*, n° 1, RECEP, Moscou.

demeurent, comme ceux de la reconnaissance des secrets professionnels, du stock de DPI détenu par l'Etat (capital intellectuel mort) et de la difficulté d'évaluer des capitaux aussi spécifiques. En outre, la question du régime de DPI pour les chercheurs travaillant dans le secteur public est centrale dans les pays en transition. Pour comprendre les enjeux spécifiques au secteur scientifique public russe, nous devons considérer l'existence de deux modèles de production de la connaissance :

- le modèle « *technology push* » (poussé par la technologie) sépare strictement : la recherche fondamentale, généralement conduite par les universités et les institutions de recherche publique sans (ou avec très peu) d'objectifs commerciaux, la recherche commerciale, qui est appliquée et est conduite par les entreprises, et la phase de test de la recherche, qui débouche sur des applications. Ces trois types de recherches sont chronologiquement séquentiels, dans le sens où les produits de la recherche obtenus à chaque étape sont transférés à la suivante. Cela est décrit comme un modèle « *technology push* ». Le produit de la recherche publique est ici considéré comme un bien public, dont les bénéfices sont difficiles à définir dans le présent et à court terme, puisqu'ils apparaissent à long terme. Les chercheurs du secteur public sont ainsi payés sur des fonds publics pour produire ce bien collectif.
- le modèle tiré par la demande : les universités et les institutions de recherche publique sont de plus en plus confrontées à des demandes très spécifiques venant des entreprises, sur des thèmes innovants précis. L'activité de ces organisations est ainsi devenue plus ciblée et leurs produits sont passés du statut de biens publics à celui de biens privés. Le problème du transfert devient un problème de partenariat et de coopération. Par conséquent, la connaissance créée par l'université n'est plus un bien public, mais appartient à celui qui l'a générée et les institutions publiques peuvent ne pas être autorisées à utiliser leur production de connaissance pour l'enseignement ou pour d'autres buts. Les partenariats avec les entreprises privées sont toujours au stade du développement en Russie.

Dans ce nouveau contexte, la Russie doit définir et mettre en place des produits classiques de protection de la propriété intellectuelle comme la période de durée de la protection, le contenu de la période de grâce, la reconnaissance mutuelle des droits des utilisateurs prioritaires et l'existence du certificat de production supplémentaire.

La réforme de l'administration publique (9)

La Russie est classée à un rang assez bas par beaucoup d'institutions internationales à cause du niveau de la corruption et des limites de la libéra-

(9) A. KOTCHEGURA, « Administrative reform : problems and prospects of transformation of the Russian state administration », *RECEP working paper*, Moscou, 2002.

lisation. L'entrepreneuriat national comme l'investissement étranger sont limités par les insuffisances dans le « règne de la loi » et par une bureaucratie excessive qui encouragent le développement de l'économie souterraine, les coûts d'intervention dans l'économie légale étant trop élevés. En juin 2001, le ministre du Développement économique et du Commerce, German Greff, a émis un décret « antibureaucratie », dans le but de diminuer les barrières à l'entrée sur les marchés, de supprimer les barrières techniques à la production et au commerce, d'éliminer les réglementations administratives inutiles de l'activité entrepreneuriale et de créer une procédure unique de licence d'investissement. Si elles sont mises en place, ces réformes diminueront le poids de la bureaucratie sur les affaires et réduiront la demande de corruption.

LES DÉFIS DE L'AJUSTEMENT POUR LE SECTEUR BANCAIRE ET INDUSTRIEL

L'ouverture des secteurs de l'économie russe doit être accompagnée par des mesures importantes d'ajustement pour permettre une concurrence efficace sur le marché mondial. Un tel ajustement requiert un niveau élevé d'investissement, qui peut seulement être suscité par la perspective de profits élevés. Il nécessite aussi l'existence d'un système bancaire et financier capable de mobiliser l'épargne pour financer l'investissement de long terme.

Les standards mondiaux de productivité, de compétitivité, de qualité des produits, de service aux consommateurs vont devenir de plus en plus importants pour les entreprises russes, quels que soient leur taille et leur marché. La Russie ne pourra devenir compétitive dans l'économie globale qu'avec des restructurations assurées par des investissements « *greenfield* » ou « *brownfield* ». Grâce aux IDE, les pays d'Europe centrale et orientale ont rapidement restructuré leur industrie manufacturière et ont même réussi à devenir compétitifs sur les marchés de l'UE (10). Cependant, le modèle de restructuration par les IDE de la Hongrie ou de la République tchèque n'est que partiellement applicable à la Russie, où les conditions de privatisation et les besoins en capital sont différents. Des schémas de restructuration adéquats doivent être élaborés, qui combineront l'investissement national, l'accueil des IDE et même des acquisitions extérieures par des entreprises russes. L'EEEC devrait représenter un espace privilégié pour développer des flux de capital et de savoir-faire entre l'UE et la Russie, ainsi que des partenariats compétitifs sectoriels et inter-entreprises dans l'agriculture, l'industrie, le transport, le tourisme, la banque et la finance.

(10) P. HAVLIK, « Merits of Economic Integration : some Lessons for the Russian Federation », *RECEP working paper*, avril 2002.

La mise en place des institutions bancaires

Le système bancaire est essentiel dans tous les pays en transition, les banques jouant un rôle central dans l'ajustement de l'épargne et de l'investissement au niveau requis pour la croissance économique. Le taux de l'épargne domestique en Russie s'élève généralement à 33 % du PIB, mais l'épargne des ménages est inférieure à 5 % du PIB, ce qui traduit un manque de confiance des individus dans le système financier russe (11). L'épargne du secteur privé s'élève à 22 % du PIB et, depuis 1998, les entreprises en Russie ont agi comme des investisseurs financiers nets : leurs crédits nets s'élèvent à 4 % du PIB.

La structure des crédits bancaires en Russie est stable et biaisée vers les secteurs orientés sur l'exportation : la part des crédits à ces secteurs était de 42 % en moyenne sur la période 1997-2001. Les profits bancaires sont ainsi étroitement liés aux revenus des exportations, rendant les banques instables et dépendantes des prix mondiaux des matières premières. On estime que les banques contrôlées par de grandes entreprises (principalement de grands exportateurs) représentent 35-40 % du système bancaire total. L'autre caractéristique clef du système bancaire russe est le rôle quasi monopolistique de la Sberbank (l'institution d'épargne détenue par la Banque Centrale de Russie) dans la collecte des dépôts des ménages : elle possède 70 % de ces derniers.

Le niveau de monétisation dans l'économie russe montre que le système bancaire est sous-développé. Le ratio de l'offre de monnaie (M2) sur le PIB est autour de 17 %, tandis que dans les pays en transition, il est au-dessus de 30 %, et de 70 % dans les pays développés. Ce faible niveau de monétisation encourage le troc et l'économie souterraine, en même temps qu'il réduit l'investissement et la croissance. En effet, l'une des principales activités du système bancaire russe est d'organiser la sortie de capitaux ; la position internationale nette des banques russes est négative et les sorties de capitaux par les banques en 1999-2001 s'est élevée à 15 milliards de dollars par an. C'est une source importante des profits bancaires.

Les banques n'ont pas de capacités de prêts importantes. Les actifs bruts du système bancaire russe sont généralement autour de 35 % du PIB. En Russie, le total des crédits au secteur réel représente environ 15 % du PIB, en comparaison des 40 % en moyenne pour les pays développés. La part excède 100 % aux Etats-Unis et 150 % au Japon, à Singapour et en Allemagne. En Russie, la part des crédits bancaires dans l'investissement fixe total est inférieur à 5 %, tandis que dans les pays dont le système bancaire est développé ce paramètre excède 50 %. La principale source d'investissement en Russie est constituée par les fonds propres des entreprises, qui

(11) S. BRANA, « Participation of the state in the system of guaranties of individuals' bank deposits – The EU and worldwide experience », *RECEP policy paper*, Moscou, 2002, 23 p.

représentent 50 % de tous les investissements fixes. Par conséquent, une économie basée uniquement sur l'investissement réalisé par les entreprises dans leur secteur a peu de chance de se développer efficacement. Les marges de profit du secteur bancaire sont bien plus faibles que dans les principaux secteurs de l'économie réelle et il est peu probable que des fonds disponibles sur les marchés se dirigent automatiquement vers le secteur bancaire dans des proportions suffisamment importantes pour accroître son rôle. Les marchés financiers russes sont quant à eux trop étroits pour fournir une source de financement alternatif importante pour les entreprises.

Quatre thèmes stratégiques devraient être pris en compte pour une réforme du secteur bancaire (12) :

- l'existence d'une régulation adéquate du secteur bancaire, avec une application effective des mesures législatives : dans d'autres pays en transition, l'ajustement du secteur bancaire aux standards européens a été favorisé par l'entrée de banques étrangères, mais cela ne s'est pas produit en Russie;
- le nombre et la taille des banques : il est largement reconnu qu'il y a encore trop de banques petites et faibles en Russie. D'importantes mesures ont déjà été prises à ce niveau, telles qu'une hausse du minimum de capital requis pour toutes les banques commerciales. Cependant, une politique active pour stimuler les fusions devrait aussi être envisagée.
- la privatisation : la tendance pour le capital étranger à dominer les processus de privatisation bancaire dans les PECO a provoqué l'opposition en Russie à la propriété étrangère et à la privatisation des banques en général. Cependant, la performance de certaines économies en transition (Hongrie) a montré les avantages de la propriété privée.
- le rôle du système bancaire pour la stabilité systémique : aux vues des expériences de la plupart des pays en transition, il apparaît que la consolidation comme la privatisation devraient être accompagnées par l'amélioration de la régulation prudentielle et par un renforcement de la supervision. Cela est particulièrement important pour la Russie, où les banques sont activement impliquées dans d'autres segments du système financier.

La question critique de la compétitivité industrielle

Quelles que soient les réformes institutionnelles mises en place, la Russie devra sans doute faire face à une crise d'ajustement sectoriel majeure. Cela est principalement dû à la faible compétitivité de plusieurs activités industrielles, qui peut compromettre les efforts en vue d'une meilleure organisa-

(12) L. LOUKASHOVA, « Banking system building in Hungary and Poland : lessons learned », *RECEP working paper*, 2002, 11 p.

tion globale (13). L'opportunité des aides d'Etat pour résoudre de tels problèmes est douteuse. Par ailleurs, il est important de distinguer entre les différents secteurs afin d'engager le pays dans la bonne trajectoire de modernisation et de transformer les différents secteurs en sources de croissance durable et d'emplois au niveau national (14).

Quelques conclusions peuvent être dégagées quant aux forces et faiblesses globales de l'économie russe : les forces incluent la disponibilité de personnel de recherche, le niveau d'éducation de la population, le niveau d'informatisation et les paramètres macroéconomiques (sous-évaluation de la monnaie nationale, forte balance commerciale et quelques autres); les faiblesses comprennent le manque de protection de la propriété intellectuelle, de faibles dépenses de recherche et développement par habitant, le manque de ressources d'investissement et beaucoup d'autres facteurs.

Vers une dimension sectorielle de l'EEEC

L'existence de fortes complémentarités entre la Russie et l'UE au niveau des matières premières n'implique pas pour autant que la Russie doive se cantonner au rôle de fournisseur de matières premières pour l'UE. Au contraire, cet avantage lui ouvre des opportunités pour améliorer ses performances économiques globales dans le cadre de l'EEEC.

Le secteur de l'aluminium en est un bon exemple. Une étude du RECEP montre comment la coopération dans l'industrie de l'aluminium entre la Russie et l'UE pourrait s'organiser à l'intérieur de l'EEEC (15). L'expérience de l'UE pourrait aider la Russie à étendre l'utilisation de l'aluminium secondaire (recyclé) et à développer des produits finis à forte valeur ajoutée. Une telle coopération serait promue et soutenue par les autorités publiques, mais mise en place par des entreprises privées. Cette coopération pourrait suivre le modèle du dialogue Russie-UE sur l'énergie, qui a déjà ouvert la voie à de fortes complémentarités, créant un avantage mutuel. La Russie est un exportateur majeur d'aluminium primaire, tandis que l'UE est un consommateur mondial majeur d'aluminium primaire et que ses entreprises sont des producteurs majeurs de biens en aluminium semi-finis et finis. Or, comme l'aluminium secondaire est de plus en plus utilisé comme produit brut, les avantages liés aux ressources primaires vont progressivement décliner. De plus, la conformité avec le Protocole de Kyoto et autres normes de protection environnementales deviendra de plus en plus importante. Ces

(13) E. BRUNAT/A. KLEPATCH, « Productivity issues of Russian industry », *RECEP working paper*, Moscou, 2002; V. MIRONOV, « Productivity and competitiveness in the automotive industry in Russia », *RECEP working paper*, Moscou, 2002; O. OSSIPOVA, « Productivity and competitiveness in the textile industry in Russia », *RECEP working paper*, Moscou, 2002.

(14) A. BELLANIN/E. IVLEVA, « Assessment of competitiveness of the Russian manufacturing sector », *RECEP working paper*, Moscou, 2002, 37 p.

(15) P. KUZNETSOV/I. SAMSON/J. FONTANEL, « The aluminium industry in Russia and in the EU in the perspective of building a CEES », *RECEP report*, Moscou, 2002, 170 p.

conditions favorisent donc la mise en place d'un partenariat important entre l'UE et la Russie, avec l'élargissement et le renforcement des sources de l'UE en aluminium compétitif, tandis que la Russie bénéficierait du savoir-faire de l'UE pour développer sa production de produits à valeur ajoutée, pour introduire les standards « verts » dans la production et pour augmenter sa production d'aluminium secondaire. La Russie et l'UE pourraient aussi travailler ensemble sur des marchés potentiellement vastes comme celui de la Chine.

Un autre champ prometteur pour la coopération UE-Russie à l'intérieur de l'EEEC est lié à la menace de coûts plus élevés et d'une compétitivité réduite dans l'industrie gazière russe, à cause de l'ouverture planifiée de nouveaux champs d'extraction (16). Il est attendu que les exportations de gaz de la Russie vers l'UE doublent presque d'ici à 2008, à plus de 200 milliards de m³. Les experts considèrent qu'au moins 100 milliards de m³ pourraient être épargnés en Russie par des mesures d'économie d'énergie dans l'industrie et chez les particuliers. Ce chiffre concorde avec l'estimation de la hausse prévue des exportations vers l'UE. Celle-ci a l'expérience et le savoir-faire pour développer les équipements et les processus en matière d'économies d'énergie. Ainsi, un accord de « savoir-faire contre gaz » serait bénéfique pour les deux parties.

LA DIMENSION DU MARCHÉ RÉGIONAL ET INTERNE

Une caractéristique très spécifique de la Russie, qui peut compromettre les bénéfices attendus de l'EEEC, est celle de l'hétérogénéité régionale de ce pays. Il serait en effet paradoxal de créer un espace plus homogène au niveau international sans surmonter la traditionnelle fragmentation de l'espace économique russe. Cette hétérogénéité empêche une allocation efficiente du travail, s'oppose aux économies d'échelle et encourage les comportements contre-productifs au niveau régional.

Une recherche du RECEP a mis en évidence le rôle joué par l'homogénéisation régionale dans la convergence (17). La méthodologie utilise une équation de convergence, avec une régression du PIB par habitant sur sa propre valeur retardée. L'innovation de l'approche consiste dans l'écriture du coefficient de convergence comme fonction des institutions de marché régionales. En utilisant un panel de statistiques de 88 régions sur la période 1985-1999, la recherche n'a pas mis en évidence de relation négative significative entre le revenu courant et initial, le produit régional brut et l'*output* industriel. Cependant, du fait des différences en capital humain et physique,

(16) D. FINON/C. LOCATELLI, « The liberalisation of the European gas market and its consequences for Russia », *RECEP-IEPE policy paper*, Moscou/Grenoble, 2002, 15 p.

(17) J. BABETSKI/M. MAUREL, « Regional Convergence and Institutional Development in Russia », *RECEP working paper*, 2002, 22 p.

en éducation et en capital, et en dépenses publiques, la vitesse de convergence résultante du PIB par habitant est de 15 % par an, ce qui est relativement faible. Un résultat clair a été que la convergence des prix à la consommation à l'intérieur ou entre les régions russes est plus faible qu'entre d'autres pays en transition : cela a pris en moyenne 7,5 mois pour une réduction de moitié de la différence de prix initiale en Russie, mais seulement 5,3 mois entre les Etats baltes. La période requise pour que la différence de prix (en revenu réel par habitant) soit diminuée de moitié, entre onze macro régions russes, est estimée entre 7,5 et 8,23 mois (7,76 et 2,26 pour les Etats baltes). La convergence est significativement plus élevée à l'intérieur des régions pour toutes les variables étudiées. Pour les prix, le nombre de mois nécessaires pour diviser par deux une différence initiale à l'intérieur d'une macro région est de 5,22, tandis que, pour une différence au niveau du revenu réel par habitant, ce nombre est de 1,65. En supposant que le degré de similarité institutionnelle soit plus élevé à l'intérieur des macro régions qu'entre elles, ces résultats confirment l'hypothèse selon laquelle un cadre institutionnel plus homogène favorise le processus de convergence.

Les principaux obstacles à l'homogénéité de l'espace économique russe sont le manque de mobilité du travail, le manque de flexibilité des salaires et les effets distributifs des transferts fiscaux (18).

Les salaires russes ont un degré de flexibilité très élevé et il n'est pas évident que la faible mobilité du travail soit responsable des inégalités persistantes entre des salaires faibles et élevés. En revanche, les arriérés de salaire et les paiements en nature jouent un rôle crucial. Les composants hors espèces des salaires expliquent à la fois pourquoi la mobilité des travailleurs est très faible (les travailleurs ne sont pas capables de rassembler le *cash* nécessaire pour couvrir les coûts fixes associés à une telle mobilité) et pourquoi les firmes sont avantagées par un système de compensations plus élevées, non *cash*, pour les travailleurs qualifiés (cela limite la possibilité pour ces travailleurs de chercher du travail ailleurs). Il existe un processus divergent entre des régions où une restructuration plus élevée entraîne moins de paiements en nature et de plus faibles flux migratoires (les travailleurs tirent profit de leur choix de rester dans les régions les plus prospères) et des régions pauvres, qui accumulent les paiements en nature afin que les travailleurs soient effectivement « enfermés ». L'évidence empirique suggère que le paiement en nature réduit la probabilité de se déplacer de 19 %.

La mobilité des travailleurs n'est pas utilisée de façon à promouvoir leur allocation sectorielle en fonction de leur productivité marginale. La flexibilité salariale induite par la généralisation des paiements arriérés et en nature permet aux entreprises d'éviter des licenciements massifs et de maintenir

(18) V. NOVIKOV/I. TRUNIN/E. IVLEVA/M. SAVELIEVA, « Russian legislation against the uniform Russian market and economic development », *RECEP working paper*, Moscou, 2002, 23 p.

l'emploi à un niveau supérieur à celui qui découlerait de l'éclaircissement du marché. Par ailleurs, l'inégalité fiscale inter-régionale augmente avec la décentralisation fiscale : les régions les plus riches deviennent plus riches, les régions plus vulnérables s'appauvrissent. Le coefficient de variation des revenus régionaux (égal à la déviation standard divisée par la moyenne) s'est accru de façon marquée de 1991 à 1994 et il est demeuré stable par la suite. Un même constat se dessine si l'on considère le ratio entre les revenus de la région à plus haut revenu et ceux de la région à plus faible revenu chaque année.

Afin de tirer profit de l'EEEC, la Russie doit ainsi devenir un espace plus homogène. Cet objectif inclut différents éléments, notamment la décentralisation, la régulation du marché du travail, les regroupements industriels et la métropolisation. Moscou est actuellement la vitrine la plus importante de la Russie pour le reste du monde, ainsi qu'un fournisseur de services aux entreprises. D'autres grandes villes russes, comme Saint-Pétersbourg, Nijni-Novgorod, Rostov, Samara ou Ekaterinebourg, pourraient elles aussi jouer une vraie fonction de « métropole », en interface avec l'économie globale et fournissant des services de haut niveau (finance, conseil, information), ce qui favoriserait l'ouverture de la Russie, ainsi qu'une organisation plus efficace de son espace (19). Dans l'économie moderne mondialisée, à côté des firmes transnationales, les « villes-régions » émergent en tant que nouveaux acteurs clefs. Il serait faux de penser que l'homogénéisation de l'espace russe est incompatible avec la concentration de l'activité dans certaines zones spécifiques. L'activité économique bénéficie des concentrations territoriales jusqu'à un certain point, comme l'ont montré toutes les recherches économiques récentes. Maintenir un équilibre entre la mobilité et le regroupement est ainsi un thème essentiel pour l'agenda russe vers l'EEEC.

*

* *

Le calendrier pour la mise en place de l'EEEC devrait être progressif et ce processus pourrait être basé sur des expérimentations. La mise en place d'un programme plus précis est peu probable avant l'achèvement des négociations sur la Politique Agricole Commune. L'objectif de long terme de la mise en place de l'EEEC entre l'UE et la Russie requiert beaucoup de changements en Europe, ainsi qu'une profonde transformation de l'économie et de la société russes. Cependant, la définition par les deux parties de plusieurs délais et d'un agenda pour l'atteinte de ce but donnerait une impulsion supplémentaire dans cette direction.

(19) P. MARCHAND/I. SAMSON, « Metropolis and economic development in Russia », *RECEP working paper*, Moscou, 2002.